

Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

Sommaire

DOCTRINE

Emmanuel Dockès, Dominique Méda, Marie-Laure Morin : Réforme du droit du travail : en marche arrière.

Guillaume Etievant : Les impacts du numérique sur l'organisation du travail et les conditions de travail.

Manuela Grévy et Patrick Henriot : Des principes aux actes : les contradictions d'Emmanuel Macron (Réflexions sur la « barémisation des indemnités prud'homales »).

Isabelle Meyrat et Sophie Misiraca : Droit du travail et police des étrangers : la Chambre sociale tournerait-elle le dos aux droits fondamentaux ?

Franck Petit : Le juge prud'homal face aux motifs économiques du licenciement.

JURISPRUDENCE

Voir notamment

Les obligations de loyauté dans la négociation d'une convention ou d'un accord collectif.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 8 mars 2017 – Note Marie-France Bied-Charreton (p. 415)

Lutte syndicale pour l'emploi local en Corse et respect des valeurs républicaines.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 12 décembre 2016 – Note Michèle Bonnechère (p. 429)

Groupe de reclassement et éclatement des formes sociales.

Cour de cassation (Ch. Soc.) 1^{er} février 2017 – Note Arnaud Mazières (p. 433)

CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

Procédure prud'homale (1^{ère} partie) par **Daniel Boulmier**.



Doctrine

Réforme du droit du travail : en marche arrière par Emmanuel Dockès , Professeur de droit à l'Université Paris Nanterre, Dominique Méda , Professeure de sociologie à l'Université Paris Dauphine, Marie-Laure Morin , Directrice de recherches au CNRS, ancienne conseillère à la Cour de Cassation.....	385
Les impacts du numérique sur l'organisation du travail et les conditions de travail par Guillaume Etievant , Expert auprès des Comités d'entreprise.....	387
Des principes aux actes : les contradictions d'Emmanuel Macron (Réflexions sur la « barémisation des indemnités prud'homales ») par Manuela Grévy , Avocate au Barreau de Paris et Patrick Henriot , Magistrat honoraire.....	392
Droit du travail et police des étrangers : la Chambre sociale tournerait-elle le dos aux droits fondamentaux ? par Isabelle Meyrat , Maître de conférences HDR à l'Université de Cergy-Pontoise, LEJEP et Sophie Misiraca , Avocate au Barreau de Paris, chargée d'enseignement à l'Université de Cergy-Pontoise.....	393
LIBERTÉS ET DROITS FONDAMENTAUX – Travailleur étranger - Situation irrégulière - Conséquence - Dispositions protectrices de l'emploi durant la maternité - Bénéfice (non).	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 15 mars 2017 (p. n° 15-27.928)	398
Le juge prud'homal face aux motifs économiques du licenciement par Franck Petit , Professeur à l'Université d'Avignon et des Pays de Vaucluse.....	400

Jurisprudence

CONTRAT DE TRAVAIL – Clause de rémunération variable – Document en langue étrangère – Opposabilité au salarié.	
COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6, chambre 3) 22 novembre 2016 (extraits)	412
Note David Métin et Amélie Corneville , Avocats au Barreau de Versailles	412
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Négociation – Déroulement – Loyauté – Preuve – Assurance-chômage – Convention du 14 mai 2014 – Assurance-chômage – Convention du 14 mai 2014 – Négociations séparées – Existence.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 mars 2017 (p. n° 15-18.080)	415
Note Marie-France Bied-Charreton , Avocate honoraire	419
CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS – Respect – Organisation et temps de travail – Audiovisuel – Demande imprévue de dépassement des horaires de travail – Refus du salarié – Sanction disciplinaire – Volonté du salarié de faire respecter tant à son égard qu'à l'égard des autres salariés l'esprit de l'accord d'entreprise – Trouble manifestement illicite – 1° Retrait de la sanction – 2° Action syndicale en justice – Dommages et intérêts.	
COUR D'APPEL DE VERSAILLES (6° ch.) 8 novembre 2016	422
Note Alexandra Soumeire , Avocate au Barreau de Paris	424
DÉLÉGUÉS DU PERSONNEL – Atteinte à la santé physique et mentale des salariés – Droit d'alerte – Accord d'un salarié (non) – Compétence exclusive du CHSCT (non).	
COUR D'APPEL DE PARIS (Pôle 6, Ch. 3) 14 mars 2017	427
Note Daniel Boulmier , Maître de conférences à l'Université de Lorraine, Institut du Travail	428
ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES – Scrutin visant à mesurer l'audience des syndicats dans les TPE – Recevabilité de candidatures – Respect des valeurs républicaines – Discrimination à raison des origines – Preuve non rapportée.	
COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 12 décembre 2016 (p. n° 16-25793)	429
Note Michèle Bonnechère , Professeur émérite de l'Université d'Évry-Val d'Essonne.....	431

LICENCIEMENT POUR MOTIF ÉCONOMIQUE – Obligation de reclassement – Périmètre – Recherche d'un lien de droit entre les sociétés – Caractère indifférent.

COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 1^{er} février 2017 (p. n° 15-25.405)	433
Note Arnaud Mazières , Juriste d'entreprise	433

RÉMUNÉRATION – Notion – Assujettissement à l'assiette des cotisations de Sécurité sociale – Sommes versées aux travailleurs à l'occasion du travail – Contravention au code de la route commise par un salarié – Prise en charge par l'employeur.

COUR DE CASSATION (2^{ème} Ch. Civ.) 9 mars 2017 (p. n° 15-27.538)	436
Note Céline Leborgne-Ingelaere , Maître de Conférences HDR en droit privé, Université de Lille.....	437

Chroniques jurisprudentielles

Procédure prud'homale (première partie) par **Daniel Boulmier**, Maître de conférences, Institut Régional du Travail, Université de Lorraine

CONSEIL DE PRUD'HOMMES – Compétence – Cause économique du licenciement – Décision d'incompétence au profit du tribunal administratif – Recours – Contredit (non) – Appel (oui).

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ – Liquidation judiciaire – Ordonnance du tribunal de commerce – Autorisation des licenciements pour motif économique – Contestation individuelle du licenciement pour motif économique – 1^o Compétence administrative (non) – 2^o Motif économique – Conseil de prud'hommes (non) – 3^o Obligation de reclassement – Conseil de prud'hommes (oui).

COUR D'APPEL DE ROUEN (Ch. Soc.) 15 novembre 2016 (n° 16/01.764 à 6/01.770)	440
Note.	442

PÉREMPTION D'INSTANCE – Appel – Parties ayant conclu – Information du greffe : « dossier à fixer » – Inaction du conseiller de la mise en état pour fixer l'affaire – Inaction des parties pour faire avancer l'instance ou obtenir une fixation – Péremption d'instance (oui).

COUR DE CASSATION (2^{ème} Ch. Civ.) 16 décembre 2016 (n° 15-27.917, P+B+I)	444
Note.	444



RPDS 866 - JUIN 2017

AU SOMMAIRE :

Numéro spécial

L'épargne salariale (I)

→ *L'intéressement facultatif*

→ *La participation obligatoire*

Commande et abonnement à 263, rue de Paris, case 600, 93516 Montreuil cedex ou sur notre site Internet www.nvo.fr

Prix du numéro :
7,50 euros (+ forfait de 3 euros par envoi).

Abonnement :
9 euros par mois ou 108 euros par an incluant la RPDS papier et son supplément Internet (RPDS numérique + le guide droit du travail en actualisation permanente + la veille juridique).

Le DROIT OUVRIER

REVUE JURIDIQUE DE LA CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DU TRAVAIL

BULLETIN D'ABONNEMENT (annuel, 12 numéros)

Nom Prénom

Profession ou fonctions (facultatif)

Adresse

.....

.....

Code postal Ville

Bulletin à retourner :

DROIT OUVRIER - Service Abonnements

263, rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tél.: 01 55 82 81 98

avec un chèque à l'ordre de : « Droit Ouvrier » CCP n° 1 1779.430 Paris

Tarifs : France : **105 euros**

Étranger : **137 euros**

Adhérent CGT ou étudiant : **82 euros**

Pour la rédaction uniquement, adresser les propositions de contribution, l'envoi de la jurisprudence à :

Arnaud MAZIÈRES, rédacteur en chef : arnaud.mazieres@gmail.com

ou

Droit Ouvrier : 263, rue de Paris, Case 5-3, 93516 MONTREUIL CEDEX